

LES RÈGLES DU POUVOIR : KIRCHNER ET LES MILITAIRES

Rut Diamint

Le 24 mars 2004, vingt-huit ans après le coup d'État militaire le plus sanglant de l'histoire argentine, le général Roberto Bendini, chef de l'armée de terre, décrocha les portraits de Jorge Rafael Videla et Roberto Bignone, anciens présidents *de facto* et anciens directeurs du Collège militaire. Accomplissant l'ordre présidentiel, il déchoche les symboles d'un passé aberrant et autoritaire, brisant ainsi une tradition militaire.

Cette décision, qui déclencha de nombreuses polémiques, est un reflet très révélateur des divergences entre le président et les forces armées, bras de fer qui généra de violentes tensions pendant tout ce gouvernement. Dès que le président Kirchner entra en fonction en mai 2003, il décapita la hiérarchie des officiers supérieurs¹. Julio Godio, sociologue argentin renommé, déclara : « Pour consolider son pouvoir au sommet, Kirchner dut, à cause du contexte politique, fortifier son principal outil politique : le Pouvoir exécutif national (PEN). C'est pour cela qu'il dut commencer son action avec deux faits importants : le premier, en juin 2003, fut de placer un officier en qui il avait confiance – le général Roberto Bendini – au sommet de l'armée de terre et d'envoyer à la retraite 27 généraux, 13 amiraux et 12 brigadiers »². Parmi les 52 officiers à la retraite, Brinzoni fut le seul à protester publiquement. Le président ne donna aucune explication, et le général Ricardo Brinzoni, qui était à la tête de l'armée de terre depuis 1999, se couvrit en disant : « cet adieu fait mal, pas pour des raisons personnelles, mais à cause des circonstances inexplicables qui l'entourent (...), l'intrigue politique dans les casernes semble revenir vingt ans après »³. Avec le transfert de la ESMA⁴, pour la transformer en musée de la Mémoire et Archives de la répression illégale, et la réouverture des procès pour violations des droits de l'homme, les autorités affirmèrent que l'étape du terrorisme d'État était bel et bien terminée en Argentine. Dans notre analyse, ces décisions peuvent aussi être entendues comme une manière d'exercer le pouvoir, qui pourrait provoquer une concentration exagérée du commandement, portant atteinte au système démocratique de la division des pouvoirs.

Le kirchnerisme n'est pas un parti de gauche. C'est une addition amorphe de différents groupements péronistes et de dirigeants non péronistes, dont certains proviennent de partis traditionnels comme le radicalisme; d'autres sont des leaders indépendants d'orientation gauchiste. Il y a aussi des défenseurs sociaux, dont certains ont été récompensés par un emploi public ou une députation. C'est pour cela qu'ils n'ont pas d'idéologie claire ni de principes définis. Dans ce contexte, quel est le rôle de la politique des droits de l'homme? Comment cet objectif se traduit-il dans le champ des forces armées et de la politique de défense? Le « kirchnerisme » – ainsi que le précise Hugo Presman – est un mélange de capitalisme national, de verticalité vigoureuse typiquement péroniste, de construction du pouvoir justicialiste qui réunit tous ceux qui obéissent à la même ligne, de revendication théorique des idéaux de la jeunesse péroniste tendance révolutionnaire, soumis au filtre de plus de trois décennies d'échecs, et du drapeau des droits de l'homme⁵.

Lorsque Néstor Kirchner arriva au gouvernement, il avait pris la décision de régler les dettes du passé autoritaire. Dans sa feuille de route figurait l'objectif de récupérer le discours sur la mémoire, de dédommager les militants persécutés pendant la dictature et de réaliser le mandat de 1983 en punissant les coupables épargnés par l'ancien président Carlos Menem. C'est dire qu'il reprenait fortement un discours contre l'impunité, ce qui lui permettait de réunir le secteur très éparpillé du centre et du centre gauche de la société argentine. À quel point ce retour de la mémoire est-il une vocation sincère dans la revendication des droits de l'homme, et à quel point s'agit-il d'une stratégie de pouvoir lui permettant d'augmenter le maigre capital d'appui avec lequel il commence son gouvernement?

Dans ces trois années de gouvernement, Néstor Kirchner a construit son pouvoir en affrontant les groupes d'opposition, les autres partis politiques et en manœuvrant les institutions. La tension entre une défense acharnée des droits de l'homme, qui le conduit même à s'opposer au leader cubain Fidel Castro, son désintéret à consolider les institutions et le jeu démocratique révèlent un agenda personnel contradictoire. Le politologue Sergio Berensztejn affirme de manière critique que « cela serait une grave erreur de penser que cette réalité inquiétante n'est que le résultat de la personnalité de Néstor Kirchner, de son appartenance au Mouvement national justicialiste, et des circonstances difficiles dans lesquelles il eut à gouverner le pays ». Et il ajoute : « Notre culture civique sera toujours mutilée si nous ne construisons pas un système démocratique plus ouvert, transparent, participatif et équilibré. Jusqu'à maintenant, le présidentielisme empêcha que cela eut lieu, en paralysant le développement politique, en noyant les partis et en cooptant des mouvements sociaux⁶ ».

Si nous acceptons ce raisonnement, nous devrions nous demander si un agenda d'ajournement de la structure institutionnelle de l'État est compatible avec un agenda des droits politiques et sociaux.

L'objectif de cette étude n'est pas centré sur les relations civico-militaires. L'intérêt de décrire la politique militaire, thème récurrent de la consolidation démocratique en Argentine, est d'étudier la construction du pouvoir du président Kirchner, en utilisant comme cadre d'analyse la question militaire. Ce travail examine comment le gouvernement esquivé la consolidation institutionnelle et la transparence de la gestion, et il évalue ces pratiques en relation avec la politique de défense.

UN PRÉSIDENT MILITANT

Le discours des droits de l'homme constitue l'axe qui projette l'image d'une nouvelle étape politique : « La défense des droits de l'homme occupe une place centrale dans le nouvel agenda de la République argentine. Nous sommes les enfants des Mères et des Grands-Mères de la place de Mai, c'est pour cela que nous tenons à appuyer de manière permanente la consolidation du système de protection des droits de l'homme ainsi que le procès et la condamnation de ceux qui le violent⁷. » C'est par ces références que le président nous rappelle qu'il est un camarade de plus. Et depuis cette posture de militant, il inclut tout le monde, comme l'a toujours fait le justicialisme, qui n'est pas un parti de classe⁸. C'est un mouvement, c'est pour cela que, lors de la manifestation du 25 mai 2006, il a dit : « Il y a trente-trois ans, j'étais là-bas en bas, le 25 mai 1973, comme aujourd'hui, en croyant et m'engageant selon mes convictions qu'un nouveau pays commençait, et dans ces milliers de visages je vois les visages des 30 000 camarades disparus, mais je vois aussi la place de Mai, nous tous, la main dans la main. Sur cette place, qui est celle des travailleurs, qui est celle d'Eva Perón et celle des Mères et des Grands-Mères de la place de Mai, nous venons tous nous réunir, nous, Argentins pour célébrer le Jour de la patrie. » Et plus tard, il appela les secteurs non péronistes à participer à la coalition du gouvernement, en convoquant tous les Argentins à une construction plurielle⁹. Rien ne peut paraître plus démocratique.

Dans d'autres lieux, cette identification s'élargit au-delà de son mouvement : « Je ne viens au nom d'aucun parti, je viens en tant que camarade et aussi en tant que président de la nation argentine et de tous les Argentins¹⁰ ». Ce nivellement, où le chef de l'État est un militant de plus, s'oppose à la construction du pouvoir personnel, non contesté, voire démesuré, si nous retenons comme donnée, par exemple, que pour ne pas fragmenter son pouvoir, Kirchner ne convoque jamais de réunions de cabinet. Comment expliquer ces deux images ? Nous développerons comme hypothèse que la revendication des luttes du

passé se politise et acquiert un caractère électoraliste. La convocation de la mémoire est un « agglutinant » pour de nombreux secteurs qui ont été persécutés dans le passé, et pour de nombreux jeunes qui s'identifient avec la gauche. C'est la marque d'un péronisme différent du ménémisme : populaire et national.

Nous ne mettons pas en doute la décision présidentielle de s'en remettre au droit pour solder le passé. Ses discours sont clairs : il ne s'agit pas d'une revendication, mais d'une réparation au moyen de la justice. « En Argentine, nous n'essayons pas de trouver des solutions en regardant vers le passé, nous essayons de solder la très forte dette qu'a la nation argentine, l'État argentin et tous les Argentins, c'est-à-dire rendre justice. Nous devons appliquer la justice, pas de rancœur, pas de vengeance, pas de théories nivelant les situations¹¹ ». Ces mesures, qu'il annonça pendant sa campagne, font partie de la vision présidentielle de la restauration de la politique : un mouvement qui aille au-delà des partis politiques et neutralise les opposants. Comme dit le journaliste Presman : « Mais dans de nombreux cas, avec sa manière d'agir tribunitienne, il frappe où il sait qu'on ne peut lui répondre (par exemple, le malheureux discours au Collège militaire, le jour de l'armée de terre) et, en même temps, il envoie un message d'alerte à ceux qui sont en mesure de répondre¹² ». Presman fait allusion aux remises en question que subit le président de la part des partis d'opposition et de la presse, qui soulignent en permanence l'intolérance du gouvernement¹³.

Cependant l'invocation des droits de l'homme coexiste avec d'autres expressions du pouvoir. Kirchner a un discours pour chaque secteur, chaque groupe. Celui des droits de l'homme est important, mais il rivalise avec le discours qui insulte le ménémisme, celui qui revendique les chômeurs, celui qui apostrophe le FMI, celui qui invoque et récupère le « véritable » péronisme, celui qui dénonce les privilèges, que la justice protège, celui qui critique les technocrates, ou celui qui demande aux travailleurs de l'accompagner dans sa croisade, ou qui flatte les citoyens de l'intérieur du pays (les provinciaux). Un regard rapide sur ses discours permet de mettre en évidence que le Dr Kirchner est en campagne permanente. Il a au moins quinze manifestations politiques tous les mois dans tout le pays¹⁴.

Il ne s'agit pas de mettre en doute son engagement avec de nombreux « camarades » de jeunesse qui ont disparu pendant la dictature. « Il faut appeler les choses par leur nom et je voudrais que vous m'autorisiez ici même, pas comme camarade et frère de tant de camarades et frères qui ont partagé cette époque, mais comme président de la nation argentine, je viens demander pardon de la part de l'État national qui a honte d'avoir tué tant d'atrocités pendant vingt ans de démocratie¹⁵ ». Cette déclaration nie les mesures réalisées par le président Alfonsín, qui ordonna le jugement des organisations de

guérilla¹⁶ qui avaient agi pendant les années 1970, ainsi que le jugement des juntes militaires¹⁷ qui avaient gouverné de 1976 à 1983 et qui, dans le même temps, envoyait au Parlement un projet de dérogation et de déclaration de nullité de l'autoamnistie¹⁸ que les militaires s'étaient octroyée en septembre 1983. L'ancien président Alfonsín réagit à ces déclarations et Kirchner dut admettre qu'Alfonsín « est un homme de la démocratie », mais il lui reprocha les lois de pardon¹⁹. Il signifie de la même manière qu'il ignore les efforts permanents des organismes non gouvernementaux des droits de l'homme, qui n'ont jamais cessé leur lutte pour faire émerger la vérité, pour connaître la destination des disparus, pour restituer les enfants à leurs véritables familles. Comme le soutient Diana Quattrocchi-Woisson, « 'le jamais plus' est le soubassement de la légitimité démocratique en Argentine²⁰ ». La revendication du jugement des coupables a comme objectif d'affirmer la suprématie des normes du droit et de l'éthique sur les institutions d'un État de droit. Kirchner n'a pas été un militant des organisations des droits de l'homme, et son action vise la consolidation du commandement; l'allusion au passé est l'instrument de sa stratégie de construction du pouvoir.

L'ÉTERNEL RETOUR DE LA DE LA QUESTION MILITAIRE

C'est dans ce contexte de légitimation du militantisme des années 1970 et de la récupération de la mémoire que la relation avec les forces armées s'est de nouveau tendue. La question militaire revint au-devant de la scène par le pouvoir judiciaire, qui ordonna, le 17 juin 2003, la détention de dix militaires (dont trois encore en activité) à cause du massacre de Margarita Belén. Cette exécution eut lieu au Chaco le 13 décembre 1976: vingt-deux détenus politiques furent exécutés sommairement et leurs corps portés disparus. En outre, le juge espagnol Baltasar Garzón, en novembre 2003, demanda l'extradition de l'ex-militaire argentin Ricardo Cavallo arrêté au Mexique, ce qui raviva le débat sur l'extradition des militaires afin qu'ils soient jugés en dehors du territoire national pour des crimes ayant eu lieu en Argentine. La question de la « territorialité » du droit s'est ainsi à nouveau posée.

La demande continuelle des organismes de défense des droits de l'homme, la pression constante de la presse pour réactiver les procès, ainsi que sa propre histoire de génération, poussèrent le président Néstor Kirchner à faire de cette question le point central de son action gouvernementale.

En 1998, pendant la présidence de Carlos Menem²¹, le Congrès national avait déjà dérogé aux lois de Point final et d'Obéissance due. En seulement deux sessions, la Chambre des députés et le Sénat enfreignirent ces deux lois, promulguées pendant le gouvernement

des radicaux afin d'endiguer les continuel soulèvements militaires. Les péronistes et les radicaux des deux chambres, dans un climat d'accusations réciproques, en s'appropriant les affirmations du rapport du procureur général de la nation, Nicolas Becerra, à propos des cas de violations systématiques des droits de l'homme²², firent un pas symbolique : la dérogation desdites lois était un pas vers l'avenir, qui n'avait pas de conséquences sur les procès précédents²³.

En mars 2001 se produit le premier bouleversement doctrinaire qui révoque cette situation. Le juge fédéral Gabriel Cavallo énonce la décision « Simón », qui déclare la nullité de ces deux lois dans un procès antérieur à la dérogation de 1998. Quelques mois plus tard, en conformité avec cette décision, la Chambre fédérale confirme leur caractère anticonstitutionnel²⁴. Cette décision se produit en même temps que la débâcle politique du gouvernement de De La Rúa. Pour le gouvernement provisoire qui s'ensuit, vu l'ampleur de la crise, il lui est impossible d'inclure dans son agenda un sujet aussi conflictuel. Quand en 2003 le processus de normalisation prend corps, le Congrès national vote finalement, sur l'initiative du président Kirchner, la loi 25. 779. Ainsi, il est possible dorénavant d'être en harmonie avec les traités internationaux en matière de droits de l'homme, en supprimant par nullité irrévocable les lois de Point final et d'Obéissance due, qui étaient un obstacle à l'accomplissement des devoirs assumés en matière de poursuites à l'encontre des graves violations envers les droits de l'homme. Cela permettra la réouverture d'au moins 300 procès. C'est en juillet 2006 que commence le procès public de Julio Simón, reprenant le procès commencé en 1983, mais qui avait avorté sous la pression des militaires frondeurs, les *carapintadas*, et aussi des faiblesses du gouvernement d'Alfonsín, mais surtout à cause de la croyance erronée selon laquelle l'amnistie octroyée aux militaires par le président Menem aurait la capacité de résoudre à elle seule la question militaire²⁵.

La nullité des lois d'impunité est le résultat de la lutte infatigable des organisations des droits de l'homme, sociales et politiques et d'un secteur de la justice cohérent avec les principes de l'État de droit. Ce n'est ni le résultat du gouvernement ni celui de la Cour suprême mise en place en mai 2003. Kirchner comprit, à juste titre, que la crise de 2001 n'était pas une fracture économique, mais l'expression de l'épuisement social provoqué par la manipulation des institutions et la concentration du pouvoir dans les mains de quelques privilégiés, pour qui la justice n'était qu'une prolongation de leur pouvoir régalien.

C'est pourquoi les changements dans le domaine de la justice furent très bien reçus par tous les citoyens. C'est pourquoi aussi les mesures ultérieures qui limitaient la division des pouvoirs, c'est-à-dire les réformes introduites au Conseil de la magistrature pour la nomination des juges, quoique présentées comme des mesures contre

la corporation judiciaire au bénéfice des élus des deux chambres, provoquèrent de vives oppositions dans l'opinion publique. Les explications officielles ne furent pas convaincantes ; ainsi, dans une lettre adressée au président, José Manuel Vivanco, directeur exécutif d'*Human Rights Watch/Americas*, organisme reconnu dans la défense des droits civils, souligne :

Nous reconnaissons les pas importants que l'Argentine a faits, grâce au leadership de Votre Excellence, afin de fortifier l'indépendance du pouvoir judiciaire et de l'État de droit (...) En même temps, cela a généré un développement de la confiance publique dans le pouvoir judiciaire. En outre, les politiques qui ont été menées par votre gouvernement et par le Congrès de la nation, pour en finir avec l'impunité qui a favorisé pendant des décennies les responsables des très graves violations des droits de l'homme qui se sont produites pendant la dictature militaire, ont contribué à consolider l'État de droit en Argentine (...). Nous sommes néanmoins préoccupés par certains aspects du projet de réforme du Conseil de la magistrature. Nous sommes conscients que le but est de pallier certaines déficiences dans son fonctionnement. Mais les solutions envisagées impliquent néanmoins une profonde restructuration de cet organisme qui pourrait affaiblir l'indépendance judiciaire prévue par l'ordre constitutionnel.²⁶

Cette mise au point évalue les deux exercices du droit : d'un côté, solder les dettes du passé, reconstruire le maillage institutionnel de la magistrature sans juges dépendants du pouvoir politique. Mais de l'autre côté, la justice tombe dans la logique de la concentration du pouvoir, comme le soutient la Fédération argentine des collègues d'avocats : « Le pouvoir politique aura l'hégémonie pour administrer les ressources et exécuter le budget du pouvoir judiciaire, désigner et déplacer des juges, assumant de nouveau des prérogatives qui étaient formellement limitées dans la réforme de la Constitution nationale de 1994²⁷ ». En un mot, rien ne peut modifier l'équilibre imposé par l'autorité présidentielle, et le président peut rectifier les règles si celles-ci perturbent l'édification de son propre pouvoir.

JUSTICE, CORRUPTION ET MILITAIRES

La révision du passé et les changements à la Cour suprême provoqués par la désignation de juges munis d'impeccables antécédents professionnels ne s'accordent pas avec d'autres décisions du président dans le domaine du droit. L'inflexibilité face aux réclamations pour la défense des droits de l'homme peut ressembler à une manœuvre politique quand le président Kirchner se montre plus flexible face au droit, comme dans le cas de l'appui inconditionnel au chef de l'armée de terre, le général Roberto Bendini.

Bendini, avant d'être au sommet de l'armée de terre, était de mars 2001 à mai 2003, commandant de la *XI^e Brigada Mecanizada* siégeant à Rio Gallegos, la capitale de la province de Santa Cruz, d'où est originaire Kirchner. Dans l'exercice de ses fonctions, il a commis des irrégularités qui ont provoqué sa mise en accusation pour malversation de fonds publics. L'affaire concerne un compte bancaire ouvert entre 2002 et 2003 à la Banque de Santa Cruz, à partir duquel il gérait des ressources « extrabudgétaires », qui avaient comme origine des services réalisés par la brigade sous son commandement. Le SIGEN (Syndic général de la nation) dénonça l'irrégularité de ce compte, car les organismes publics ne peuvent agir qu'avec le *Banco Nación*. Selon le rapport de la SIGEN « de 25 à 55 % des dépenses de ce compte n'ont pu être honorées²⁸ ».

Le Bureau anticorruption soupçonne que Bendini présenta de faux justificatifs. Le chef du Bureau anticorruption, Daniel Morin, présenta une requête contre Roberto Bendini devant le Tribunal fédéral de Rio Gallegos. Dans l'accusation, il est indiqué que « le nombre très important de justificatifs au nom de tiers, et la nature des dépenses que ces justificatifs présentent, font supposer que les accusés essayent de répondre aux réclamations de la SIGEN avec des documents produits par relations personnelles ou fabriqués à cet effet²⁹ ». Les diverses dépenses consistent en articles de boutiques de cadeaux, dépenses de supermarché ou factures de téléphones portables au nom de personnes inconnues, on trouve aussi des virements bancaires de 4 000 à 5 000 pesos (3 000 €) vers le compte de l'épouse d'un officier subordonné de Bendini. La femme de cet officier a un atelier d'art à Rio Gallegos.

Le chef de l'armée de terre fut aussi contesté par les organisations juives d'Argentine. Dans une lettre adressée au ministre de la Défense, José Pampuro, le 12 septembre 2003, la DAIA (Fédération des organismes juifs d'Argentine) acceptait les excuses exprimées par le ministre, mais demandait une enquête concernant les propos antisémites attribués à Bendini. Les informations, parues dans le journal *Infobae*, reproduisaient les propos du général Bendini indiquant « qu'il n'existe pas encore un ennemi défini », mais qu'il était au courant des agissements « de petits groupes israéliens » et de certaines organisations non gouvernementales³⁰.

À ces irrégularités s'ajoute l'absence d'autorité reconnue du général Bendini à l'égard de l'armée de terre, ce que, depuis le début, dénonçait Horacio Verbitsky. Ce journaliste signalait, en 2004, que le secrétaire général de l'armée de terre, le général Jorge Tereso, n'avait pas respecté l'ordre présidentiel concernant les procès des militaires pendant la dictature de 1976. Le journaliste Verbitsky augurait alors : « Kirchner ordonna de destituer et de mettre aux arrêts le général Tereso. Bendini réagit au moyen d'un subterfuge bureaucratique

pour que Tereso ne soit pas mis aux arrêts. Son autorité se trouve émoussée à cause de cette attitude, c'est pourquoi sa subordination absolue envers le chef des forces armées ne vaudra guère s'il est appelé un jour à imposer l'obéissance à un subordonné indiscipliné³¹ ».

Ce manque d'autorité à l'égard de ses subordonnés fut mis en évidence le 24 mai 2006, lors de la manifestation publique place San Martín où s'étaient donné rendez-vous des militaires en activité ou à la retraite, en civil ou en uniforme, des parents de membres des forces armées qui étaient morts dans des attaques de guérilleros pendant la décennie 1970, et même des avocats défenseurs d'anciens officiers détenus pour crimes de lèse-humanité. Dans un climat tendu, le général à la retraite Miguel Giuliano argua que le but de ce rassemblement était « la lutte pour la vérité complète³² ». Karina Mujica, présidente de l'association Mémoire complète, fit dans son discours l'éloge du courage des officiers en activité pour leur participation en uniforme – il s'agissait d'une poignée de jeunes officiers de l'armée de terre ayant rang de capitaine. Parmi les manifestants on entendit certains clamer : « Bendini traître », « Bendini laquais ». Même si, quelques jours après ces événements, pendant la célébration du Jour de l'armée de terre, Bendini avait fait savoir qu'« il ne tolérerait pas de manifestations ou d'actions qui pourraient porter atteinte à la discipline ou à la cohésion de l'institution³³ », sa légitimité comme chef militaire était très fortement contestée.

La réapparition de ces groupes militaires contestataires se produisit à l'occasion de la publication d'une lettre dans le courrier des lecteurs du journal *La Nación*³⁴. L'épouse d'un militaire, Maria Cecilia Pando, critiqua le président Kirchner parce qu'il avait destitué l'évêque des forces armées. Compte tenu du malaise provoqué par la teneur de cette lettre, le chef de l'armée de terre ordonna la destitution du major Mercado et une sanction disciplinaire de vingt jours de mise aux arrêts. Cecilia Pando poursuivit alors sa protestation au moyen de messages par Internet.

À propos de cette situation, Gaston Chillier, directeur du CELS commente : « Les forces armées ne sont pas un facteur de pouvoir et ces groupes ne semblent pas représenter la majorité. Mais il est impérieux qu'il y ait des réponses fortes manifestant que ce type de réaction ne sera pas toléré. Ces actions peuvent paraître anecdotiques, mais avec l'affaire d'espionnage de Trelew, elles indiquent qu'il y a toujours un agenda non rempli dans la démocratisation des forces armées. La classe politique a souhaité que les forces armées ne soient pas un facteur de pouvoir, mais elle ne s'est pas préoccupée de les démocratiser. Il est important que, maintenant, des mesures soient prises afin de renforcer le contrôle civil et que des fonctionnaires soient spécifiquement formés pour mener à bien ces mesures³⁵. »

Il apparaît donc que le général Bendini présente des problèmes de

corruption, de discrimination et de manque d'autorité, mais qu'il est soutenu par le président Kirchner, tordant ainsi l'application correcte de l'État de droit. Le président soutient : « Il faut en finir avec cette version que les droits de l'homme sont une question de la gauche, il s'agit des droits de l'homme, toute créature humaine qui habite sur la planète, sur la terre argentine, a le droit au respect entier des droits de l'homme et à la justice³⁶. » Mais il semblerait que ces droits soient plus élastiques pour certains, au vu des irrégularités de Bendini. Les procès améliorent un aspect de la question militaire, mais la conduite démocratique des forces armées est une autre composante, nécessaire et opportune, pour compléter le cadre de consolidation du régime démocratique. La tolérance présidentielle démontre la politisation du droit.

Jorge Godoy, chef de la marine, bénéficia aussi de l'inviolabilité de son poste. En 2004, juste avant l'anniversaire du coup militaire, Nestor Kirchner visita l'ESMA avec un groupe de survivants de l'ancien centre clandestin de détention³⁷. Cette visite provoqua la mise à la retraite du directeur de l'Éducation navale, le contre-amiral Rafael Sgueglia, qui avait laissé des parents d'élèves du lycée naval occuper les locaux de l'ESMA alors que le musée de la Mémoire devait s'y installer, pour réclamer à Kirchner des mesures concernant le sort du lycée qui devait être transféré. L'amiral Jorge Godoy justifia la démarche de l'officier destitué : « Monsieur le Président voulait visiter l'école et dans l'école il y avait une manifestation. C'est un lieu qui appartient à la marine, l'événement n'aurait pas dû arriver, mais c'est arrivé. Telles sont les règles du jeu, et nous avons été éduqués de cette manière depuis notre entrée à l'École navale³⁸. »

L'amiral Godoy, qui fut commandant de la Région navale australe à Santa Cruz et chef de la base navale d'Ushuaia « Amiral Berisso » du 16 décembre 2002 jusqu'à sa promotion comme vice-amiral, le 22 mai 2003, lors de l'élection de Kirchner, eut à affronter un autre conflit au sein de son arme. En mars 2006, un sous-officier de la marine Carlos Ariel Alegre, qui était affecté à la section Intelligence de la base Amiral Zar, à Trelew, fit une dénonciation pour espionnage auprès du Centre d'études légales et sociales (CELS). Horacio Verbistky, président du CELS, le représenta et déclara : « C'est un jeune homme qui n'a pas accepté l'ordre d'accomplir des missions d'espionnage qui étaient interdites par la loi de défense. Compte tenu de l'insistance de ses supérieurs (pour qu'il espionne des civils), il décida de porter plainte. » Verbistky déclara aussi que, eu égard à ses révélations, le jeune sous-officier fut l'objet de sanctions arbitraires qui portèrent préjudice à sa carrière militaire³⁹.

Carlos Ariel Alegre révéla que, sur cette base navale, on réalisait des missions d'espionnage sur des fonctionnaires publics. Il y avait des dossiers d'enquête sur Nilda Garré, ministre de la Défense, sur le juge

Pfleger, sur Jaime Garreta, ex-vice ministre de la Défense pendant la gestion Pampuro, ainsi que sur le secrétaire aux Droits de l'homme de Kirchner, Eduardo Luis Duhalde. Il y avait aussi des enquêtes détaillant les faits et gestes de fonctionnaires locaux de Trelew et sur d'autres agents nationaux ou territoriaux. Le CELS montra aussi une photo d'une armoire avec des dossiers archivés sous la rubrique « mouvement indigéniste », « syndicats », et « religion », prise à la base aéronavale.

Tout cela eut des conséquences positives : cela permit d'en finir avec les missions d'intelligence des forces armées, qui n'avaient pas pris fin avec l'avènement de la démocratie. L'épuration commença avec la mise en disponibilité de deux des hauts commandements concernés : l'ancien directeur de l'Intelligence navale, le contre-amiral Pablo Rossi, et l'ancien numéro trois de la marine, le chef du commando des Opérations navales, le vice-amiral Eduardo Avilés. Ensuite, le décret 1076/06 fut signé – portant les signatures de Kirchner, Nilda Garré, et du chef de cabinet, Alberto Fernandez –, stipulant que, « à la lumière de l'expérience accumulée, il faut déléguer au ministère de la Défense la faculté d'autoriser l'accès sans restriction à l'information de l'intelligence militaire⁴⁰ ».

Les activités d'intelligence militaire et politique ont toujours eu en Argentine un lien direct avec les forces armées, et particulièrement avec la marine. Malgré les nombreux limogeages d'agents de la sûreté nationale et d'intelligence sous les gouvernements démocratiques, les activités d'intelligence ne furent jamais l'objet d'une réforme approfondie. Mais cette affaire d'espionnage eut aussi des aspects très négatifs. Malgré l'engagement de la ministre de la Défense, Nilda Garré, de « reviser à fond » le fonctionnement du service d'intelligence de la marine, l'amiral Godoy, en tant que chef de la marine, ne paya aucun prix pour les actions irrégulières de subordonnés, contraires à la loi de Défense. Peu de temps après, Godoy dénonçait la « perte » de l'ordinateur en liaison avec la marine des États-Unis, destiné à partager les informations confidentielles avec le Pentagone. L'amiral Jorge Godoy affirma alors que deux modules du système avaient été soustraits à la base navale de Trelew durant les perquisitions réalisées à propos de l'affaire d'espionnage. Ce qui revient à dire que le chef de la marine accusait la justice d'avoir volé des renseignements militaires susceptibles d'être partagés avec le gouvernement des États-Unis, mais pas avec les institutions républicaines argentines.

Dans le cas du chef de la force aérienne, la situation fut différente. Le soutien trouva ici ses limites du fait de l'impact international de l'affaire, puisque le brigadier Rhode fut pris en flagrant délit de corruption, dans le cadre d'un trafic de drogue en Espagne. Soixante kilos de cocaïne furent découverts dans l'aéroport de Madrid, venus à

bord d'un vol de la compagnie aérienne Southern Winds, dans laquelle travaillait le fils de l'ex-chef militaire de l'aéroport de Buenos Aires, Walter Beltrame. La drogue fut trouvée dans quatre valises étiquetées « ambassade d'Argentine en Espagne », et pourrait correspondre à une même séquence de plusieurs embarquements. Ce fait dérivait de la mise à la retraite des dix hauts officiers ayant le plus d'expérience au sein de l'aéronautique et de la promotion concomitante au sommet d'Eduardo Schiaffino. Ce brigadier, dont l'ancienneté à ce grade n'excédait pas les cinquante jours, était un homme de confiance. Schiaffino était en effet la plus haute autorité aérienne de la région patagonique et le président serait intervenu personnellement pour qu'il accède à la fonction de brigadier le 31 décembre précédent cette découverte⁴¹.

Cette affaire mit en évidence les difficultés du contrôle civil démocratique des forces armées. Selon l'enquête menée par le juge Carlos Liporace, les soixante kilos furent découverts à Madrid le 17 septembre 2004, mais la force aérienne ne communiqua l'incident qu'à la fin du mois de novembre. La compagnie aérienne argentine déposa une plainte en octobre et la force aérienne en prit connaissance en novembre, sans toutefois communiquer l'information au gouvernement. Kirchner en fut informé par l'administration des douanes et avisa Pampuro, à l'inverse du circuit d'information normal⁴². Ce manque de communication n'est pas un fait isolé. Au contraire, il met en lumière des espaces d'autonomie auxquels les autorités militaires n'ont jamais voulu renoncer et vis-à-vis desquels les autorités civiles manquent de mécanismes institutionnels pour empêcher les irrégularités.

Des entorses à la justice furent observées également dans le cas de l'ingénieur Ricardo Adrián Runza, capitaine à la retraite de la force aérienne, sanctionné par un tribunal d'honneur pour ses déclarations lors d'un débat proposé par Pampuro au ministère de la Défense. Runza, déjà retraité, fit des commentaires en qualité d'expert et non comme représentant de l'armée. « Mais le brigadier major, Horacio Alberto Rodríguez, représentant à cette table ronde du Centre aéronautique d'études stratégiques, le sanctionna de dix jours d'arrestation pour manque de respect envers un officier supérieur de l'armée et demanda, en outre, que se forme un Tribunal supérieur d'honneur de la force aérienne pour juger sa conduite.⁴³ » Le CELS le défendit devant la juridiction en soutenant que l'action de la force aérienne violait le droit à la liberté d'expression et les garanties procédurales reconnues par la Constitution. Runza, qui est aujourd'hui conseiller de la ministre Garré, assure que cette soumission aux règles internes est encore monnaie courante au sein des forces armées. Les remaniements parmi les chefs de l'aéronautique furent donc particulièrement édifiants : confirmation indiscutable que

la corruption ne serait plus tolérée. Cependant, la malhonnêteté ne se mesure pas à l'aune des mêmes règles dans tous les cas. Il y a des mesures de principe. Il y a aussi des tolérances inexplicables. La justice a son importance, mais le pouvoir n'en a pas moins.

La rhétorique de la défense

Pour tous les présidents de la démocratie après 1983, la question militaire a toujours été conflictuelle. Rétablir le contrôle civil démocratique sur les forces armées était une priorité qui laissait au second plan la formulation d'une politique de l'État sur la défense. Les mesures mises en œuvre après 1983 avaient pour objectif de limiter le pouvoir et l'autonomie des militaires, sans s'occuper de la planification d'un système de défense. De la même manière, dans la décennie des années 1990, les dividendes de la paix engendrèrent des illusions sur un règne de concorde. L'Argentine, qui n'avait jamais eu un rôle décisif sur l'agenda international, pouvait contribuer à l'ordre mondial en envoyant des forces de paix vers différents théâtres de confrontation. Devant l'absence de prévision d'une quelconque situation de conflit traditionnelle et l'inexistence d'une demande citoyenne pour définir les missions des militaires, les dirigeants politiques ne se virent pas contraints de débattre d'une politique spécifique sur ce sujet.

La société en général n'attribuait pas non plus un rôle important à nos forces, méfiante qu'elle était devant leur passé autoritaire et corrompu. N'étaient quelques secteurs très particuliers, liés aux militaires ou à des positions très nationalistes, personne ne jugeait utile d'engager des dépenses dans le champ de la défense. Cette perception préoccupait les officiers, qui sentaient se diluer la fonction même des armes. Face à ce scénario, le ministre de la Défense du président De la Rúa, Horacio Jaunarena, en accord avec quelques chefs militaires, envisagea le redéploiement des forces armées en réponse aux nouvelles menaces : terrorisme, crime organisé, trafics illicites, pauvreté extrême, surpopulation, luttes ethniques et raciales : autant de maux qui, en Argentine, relèvent légalement des forces de sécurité.

En tête de ces militaires figurait le chef de l'armée, le général Ricardo Brinzoni. Celui-ci se faisait le chantre des idées élaborées par le Commando sud de l'armée américaine sur le redéploiement des forces armées face à ces nouvelles menaces, vision partagée par les autorités des autres forces. L'idée d'attribuer des missions d'ordre public aux militaires fut une des raisons qui poussèrent le président, au début de son mandat, à mettre à la retraite 52 hauts gradés.

Il n'est pas surprenant qu'un nouveau gouvernement recherche des dirigeants plus conformes à ses vues. Cependant, l'ampleur des mouvements laisse à penser qu'il y avait, au-delà des divergences fonctionnelles, une profonde méfiance de Kirchner envers les militaires et une volonté de s'entourer de chefs avec qui il avait

cultivé une relation personnelle. Les nouveaux responsables des différentes armes avaient ainsi tous trois servi dans les bases militaires de la province de Santa Cruz, que dirigea Kirchner avant d'accéder à la présidence. Vision localiste ? Certainement pas. Kirchner a plutôt troqué le critère du mérite, qui est théoriquement le seul critère de nomination, contre ceux de proximité, d'identité et de loyauté personnelle. C'était une façon d'exercer un meilleur contrôle sur un secteur aux voix discordantes disposant toujours de la capacité de perturber l'exercice du pouvoir. Les propos attribués à un militaire au tout début du gouvernement témoignent que cet objectif de concentration du pouvoir se percevait bien : « Pour asseoir encore plus son pouvoir, il ne reste plus à Néstor Kirchner qu'à faire en sorte que le curé de Río Gallegos devienne pape !⁴⁴ »

Le premier ministre de la Défense du gouvernement, José Pampuro, dut faire face à une tension inattendue. Son rôle de négociateur le conduisit à rechercher des points d'accord entre les volontés présidentielles et les demandes de son secteur d'activité. Influencé par son passage dans le gouvernement d'Eduardo Duhalde, il initia un programme de débats sur la défense, essayant par là de produire un consensus sur les politiques à venir en la matière et d'aller au-delà des antinomies présentes. C'est ainsi qu'a surgi la proposition de « Défense nationale sur l'agenda démocratique », qui fut développée par le ministère de la Défense à partir d'août 2003 avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement. Celle-ci perdura jusqu'à la fin du mandat de Pampuro. D'après ce qui était prévu dans ce programme, le projet devait culminer avec l'élaboration d'un Plan stratégique de défense nationale⁴⁵. Cette initiative ne visait pas spécifiquement à élaborer une politique de défense, mais à équilibrer le discours présidentiel, trop prompt à placer les forces armées dans le camp des ennemis. Même si Pampuro était identifié à la politique de Kirchner, il cherchait par tous les moyens à incorporer ce secteur fragilisé des forces armées dans le programme du gouvernement, en garantissant plus de pluralisme et en atténuant d'éventuels chocs qui auraient compliqué l'agenda présidentiel.

D'un autre côté, même si la définition d'une politique de défense n'était pas la priorité de ces débats avant tout pensés pour rapprocher des groupes professionnels éloignés du pouvoir, ils ont permis de dégager des axes doctrinaires et organisationnels relatifs aux forces armées. Kirchner, dans son discours de lancement du programme, affirma : « Nous avons lancé depuis peu le projet de " Défense nationale sur l'agenda démocratique ", comme l'amorce d'un chemin qui nous éloigne définitivement de la doctrine néfaste de la sécurité nationale.⁴⁶ » Pendant ce temps, Pampuro mobilisait des équipes du ministère afin d'élaborer une nouvelle version du livre blanc de la défense, plus en phase avec le nouveau contexte politique⁴⁷.

Pampuro quitta ses fonctions en décembre 2005 pour occuper son nouveau poste : il fut élu sénateur national. Il laissa un bilan équilibré, marqué par des avancées dans la coopération régionale, avec, en particulier, la constitution d'une force binationale argentine-chilienne pour mener des missions de paix. C'était un succès important pour l'avenir des relations de voisinage de l'Argentine, qui ouvrait des perspectives de coopération en matière de défense et le démantèlement complet des hypothèses de conflits de ce type. Ce que le ministre explicita lui-même en disant : « Le concept de sécurité coopérative implique un système dans lequel s'établissent des mécanismes de prévention des conflits qui créent entre les membres un climat de confiance permettant progressivement la mise en place d'actions combinées.⁴⁸ » Dans le champ spécifique des réformes du système de défense, plusieurs mesures furent initiées sans qu'elles puissent être toutes menées à bien au cours de son mandat, comme la réforme de la justice militaire, celle du système d'éducation des officiers, ainsi que le passage dans le giron civil du contrôle du trafic aérien commercial.

Sa remplaçante, Nilda Garré⁴⁹, changea la teneur du discours sur le secteur militaire et créa la surprise. Le diagnostic qu'elle fit sur la défense coïncidait avec la vision des tendances les plus à gauche du gouvernement. Beaucoup pensaient que la nomination de Garré accentuerait le contrôle civil des forces armées, puisqu'il s'agissait de la première femme à ce poste, ce qui contraignait les officiers à une adaptation supplémentaire vers les normes civiles. Cependant, il nous semble que sa nomination était davantage le fruit d'une stratégie politique : si la candidature à la présidence de Cristina Fernández, la femme de Kirchner, s'avérait finalement incontournable, la désignation de Garré aurait servi d'avancée pour évaluer les réactions des citoyens et s'habituer à un pouvoir féminin.

Garré, dont l'image était très liée aux années 1970, ralluma la tension avec les forces armées. Le premier point sensible fut la réforme du Code de justice militaire, une promesse non honorée de la démocratie. L'ex-président Alfonsín avait réalisé une première modification qui n'avait cependant pas éliminé les tribunaux militaires, en assurant une indépendance réelle des juridictions militaires vis-à-vis du haut commandement⁵⁰. Les officiers avaient participé aux débats sur cette proposition lors du passage de Pampuro au ministère. Le plan de Garré se concrétisa avec l'appui des organisations de droits de l'homme⁵¹. Bien que les experts participant à cette commission fussent reconnus pour leur formation et leur expérience du sujet, les forces armées, informées seulement une fois la réforme achevée, s'offusquèrent de la décision ministérielle et signalèrent que cette politique était différente de la politique antérieure. Le projet d'élimination du Code de justice militaire supprimait la juridiction

militaire⁵². Ce nouveau Code rendait nécessaire une modification du Code pénal pour que les décisions puissent être contrôlées par la justice civile.

La réforme fut bénéfique à la démocratie et eut également des effets positifs pour les militaires, lesquels – comme le signalait un communiqué du ministère de la Défense – « ont été soumis à un régime de justice sans considération pour des garanties comme, entre autres, l'impartialité et l'indépendance du juge, les droits de la défense et la possibilité de faire appel d'un jugement.⁵³ » Autrement dit, elle retira aux officiers la faculté de juger de façon arbitraire d'autres soldats en leur appliquant des critères basés sur des appartenances politiques, du copinage, des liens de familles ou de promotion.

Dans la perspective de trouver des solutions définitives au déficit de formulation d'une politique de défense, la ministre Garré signala un obstacle à toute décision en la matière : l'autonomie de chaque arme. Elle déclara : « Au cours des cinquante dernières années, chaque institution est devenue pratiquement une force armée indépendante en matière de doctrine, d'organisation, de structure opérationnelle, de formation de matériel et de personnel.⁵⁴ » Ainsi, parmi ses propositions, figuraient la modernisation de la formation dispensée dans les instituts militaires, la remise à niveau de l'équipement et une présence accrue des femmes dans les fonctions opérationnelles. Mais le projet de rénovation de la ministre s'est trouvé confronté à la faiblesse des moyens, tant humains que matériels. En effet, même si l'enveloppe budgétaire accordée au secteur de la défense bénéficia d'une augmentation, les réformes engagées exigeaient un effort supplémentaire à prendre sur les surplus fiscaux. Or le président Kirchner ne semblait pas disposé à donner une telle priorité à ce secteur.

Garré, dans un discours devant le ministre de la Défense d'Uruguay, évoqua le contrôle civil, mais dut reconnaître qu'il était largement insuffisant : « Les gouvernements successifs, depuis le retour de la démocratie en 1983, ont limité leurs efforts à un ensemble de mesures mineures et conjoncturelles, sans que ces changements s'accompagnent d'une réforme intégrale, organique et fonctionnelle du système de défense.⁵⁵ » La ministre souligna en la critiquant la « délégation » accordée aux forces armées et d'autres aspects centraux de la conduite de la politique de défense. Parmi ces déficiences, elle incluait également son prédécesseur, José Pampuro, qui faisait pourtant partie, comme elle, de l'entourage présidentiel. Garré, se référant à celui-ci, déclara qu'au cours des deux dernières années, la capacité de l'État à conduire des opérations s'était accrue, comme en témoignait la mission de paix en Haïti. Elle poursuivit : « Cependant, ce processus s'est développé empiriquement, sans référence à des critères d'ordre politique supérieurs. »

Comment expliquer ce jugement sévère envers un allié politique ?

Certains soutiennent qu'il correspond au purisme kirchneriste. En décembre 2005, à la faveur des premières élections parlementaires du gouvernement, Kirchner purifia l'administration des engagements qu'il avait souscrits lors de la négociation de sa candidature avec l'ex-président Duhalde. Cependant, le purisme dans le péronisme et dans ce gouvernement est une notion très discutable⁵⁶. L'analyse des antécédents des « dirigeants K », selon l'expression utilisée pour désigner les plus proches collaborateurs du président, ne permet pas d'aller dans ce sens. Au contraire, Pampuro a réussi à devenir un proche collaborateur du chef du gouvernement en escortant madame Kirchner durant sa campagne sénatoriale dans la province de Buenos Aires, en accompagnant le président dans la majorité de ses voyages à l'extérieur et en participant au groupe restreint d'invités dans sa résidence officielle.

D'autres considèrent que Kirchner conduit une bataille à l'intérieur du péronisme entre progressistes et conservateurs, bataille qui ne trouve une issue qu'avec l'incorporation de personnalités hors parti, lesquelles permettent d'équilibrer la structure en faveur de la coalition K. Garré ne fait qu'exprimer cette lutte en soutenant un secteur du Parti justicialiste. La ministre a donc participé à une logique de pouvoir, en accentuant certains traits politiques qui la rapprochaient du discours présidentiel, afin de se donner des chances d'accéder à un maroquin plus prestigieux dans le prochain gouvernement. Mais la gauche, globalement, dut admettre une posture sans confrontation avec le capitalisme ou l'impérialisme nord-américain, et se contenter d'un modèle plus keynésien de distribution. Elle est ainsi devenue une rhétorique vide de sens⁵⁷. Certainement Kirchner capitalisa très bien cette rhétorique dans sa lutte contre le FMI, les monopoles européens et l'impérialisme de l'ALCA. Mais aucun indice ne permet d'affirmer que cette seconde période du premier gouvernement Kirchner soit marquée par une option idéologique proche de celle du péronisme de gauche des années 1970.

Notre analyse soutient que cela correspond à une stratégie électoraliste. Kirchner a maintenu, au cours de ses trois années de gestion, un soutien populaire très fort. Ce crédit a été possible grâce à un modèle discursif très opposé à celui du président péroniste antérieur Carlos Menem. La population, qui avait appuyé le chef d'État de La Rioja, s'est montrée très changeante⁵⁸. Consommatrice d'explications formulées par le pouvoir politique, et ayant souffert de la marginalisation provoquée par l'application de mesures « néo-conservatrices » et de l'ouverture des marchés, elle s'est convertie irrationnellement au modèle industrialiste et exportateur du président Kirchner. De ce point de vue, il est évident que Kirchner a considéré adroitement que le renforcement d'accents « de gauche » provoquerait une forte adhésion parmi les électeurs.

Nationalisme et forces armées

Si les thèmes des droits de l'homme, des procès, des changements de têtes et la réforme du Code militaire donnent à voir un président critique à l'égard des forces armées, il y a d'autres espaces dans lesquels les vieilles traditions du péronisme réconcilient le parti et les officiers.

Déjà depuis la campagne électorale, Kirchner positionnait les forces armées dans un schéma productif, comme un élément de réactivation de l'économie nationale paralysée. Dans le texte préparé par le couple Kirchner avec l'universitaire Torcuato Di Tella, à l'approche des élections, le futur président écrivait ainsi : « Les forces armées peuvent être un moteur du développement dans le cadre d'une politique néokeynésienne de réactivation productive⁵⁹. » Le projet du président Kirchner pour les forces armées visait à les intégrer dans l'appareil productif :

Dans la conception du nouveau pays, il faudra prendre en compte la capacité aujourd'hui oisive, technologique et productive, que l'industrie militaire peut apporter à l'économie nationale et à sa reprise progressive. Nous avons dit, dès le début de notre mandat, que nous agirions en considérant la défense nationale comme un concept intégral, en intégrant la contribution de nos forces armées en faveur du développement, en travaillant à leur modernisation et en soutenant la recherche scientifique et technologique en coordination avec d'autres organismes gouvernementaux : pour que, sans dédaigner son activité principale, elle puisse contribuer au bien-être général de la population.⁶⁰

Sûrement influencé par la pensée nationaliste de Bendini, le président Kirchner défendait un rôle industriel pour les forces armées⁶¹. Considérées comme un outil de réactivation industrielle, il n'est pas étonnant de constater qu'elles ont bénéficié de plus d'équipements que sous les gouvernements antérieurs. Ainsi, l'INVAP développerait 11 radars bidimensionnels, Lockheed Martin investirait 40 millions pour fabriquer 28 unités d'un nouveau modèle d'avion d'entraînement, l'AT-63 Pampa⁶². Elles seraient en train d'acquérir également des missiles air-air⁶³, et des bateaux seraient en construction pour le Venezuela⁶⁴. Malgré les plaintes des militaires, l'Argentine garde une place importante à l'activité d'armement⁶⁵. En outre, en 2006, une augmentation des salaires fut octroyée aux officiers en activité. La mesure était attendue depuis plus d'un an. Elle intervint après la tension engendrée par les manifestations du 24 mai 2006 et fut de la même ampleur que celle concédée aux autres agents publics⁶⁶. Ces mesures, alliées au rôle flatteur assigné dans le développement économique du pays, rapprochèrent le gouvernement et les militaires : « Nous devons profiter du développement de la recherche scientifique

et technologique, et retrouver la capacité de production industrielle des laboratoires, des usines et des ateliers militaires. Il existe là un champ à partir duquel les forces armées peuvent contribuer à la croissance de l'activité économique, en participant à la construction d'une nouvelle nation.⁶⁷ »

Les correspondances furent évidentes. Cette lecture négative du modèle néoconservateur était partagée par le chef de l'armée et bénéficiait d'une large approbation parmi les hommes d'armes. Lors de la cérémonie de commémoration du 194^e anniversaire du Régiment des grenadiers à cheval général San Martín, le général Bendina déclara : « Nous devons garder en mémoire qu'au-delà de l'instrumentalisation de l'appareil répressif, le 24 mars 1976 marque le commencement d'une politique économique d'aliénation du patrimoine national, d'endettement externe, de destruction de l'appareil productif au bénéfice de la spéculation financière, de la perte des droits sociaux et politiques et de désarticulation de l'État argentin.⁶⁸ »

Les institutions militaires argentines ont hérité de leur passé une dislocation de leurs pratiques et de leurs valeurs. Un exemple en est le commerce illégal d'armes. Le Congrès du Brésil démontra que 6 officiers de l'armée argentine, tout comme d'autres de l'Uruguay, du Paraguay et du Surinam, étaient concernés par des trafics de ce type. L'ambassadeur d'Argentine à Brasilia, Juan Pablo Lohlé, dut rencontrer la commission d'enquête, dirigée par le député Moroni Torga⁶⁹. Et le président lui-même évoqua cette affaire lors de la présentation du plan de contrôle des armes légères, ce qui confirme bien la véracité des faits : « Nous devons également en finir avec le commerce illégal d'armes, dans lequel sont malheureusement souvent impliqués des représentants de nos institutions armées et de sécurité.⁷⁰ »

L'opportunité de consolider la production coïncide avec les activités développées par les militaires avant le retour de la démocratie, quand les forces armées étaient propriétaires d'un grand complexe industriel, pas toujours lié à leurs nécessités fonctionnelles. Avec Alfonsín, et dans le but de minimiser le pouvoir militaire, le complexe militaro-industriel commença à être réduit. La majeure partie des industries de fabrication militaire fut transférée au ministère de la Défense, en particulier les industries ayant trait à la production militaire (armes portatives des entreprises Fray Luis Beltrán et San Martín, par exemple). Sous le gouvernement de Menem, les entreprises du secteur de la défense furent encore plus restreintes et finirent par dépendre du ministère de l'Économie⁷¹, car elles n'avaient plus de finalités stratégiques, elles étaient déficitaires et faisaient pour la plupart l'objet de pratiques de corruption évidentes, comme le prouvèrent des ventes d'armes à la Croatie ou à l'Équateur. Ces industries n'étaient pas un facteur de développement économique,

au contraire de ce qui se passe dans les pays développés, où un secteur industriel de défense, s'il est indépendant, est un moteur de technologie et de développement, même s'il fait également l'objet de pressions et de négociations politiques.

Quel objectif poursuivait le président Kirchner en soutenant cette production? Il a d'abord été certainement convaincu par les idées de Bendini et de Godoy : les forces armées comme facteur de développement national. Ensuite, ce soutien permettait la réactivation de l'emploi, surtout dans les localités où sont basés les régiments, généralement peu pourvues en industries. Cette politique pouvait encore être un facteur de coopération régionale par le biais de la production conjointe d'équipements militaires avec le Brésil et le Chili. Enfin, cela compensait les coups portés aux militaires avec la réouverture des procès. Dans tous les cas de figure, ce n'est pas une raison économique qui a guidé ce virage nationaliste dans la production militaire. Le rebond de l'industrie nationale et des exportations ne résulte pas de la production militaire, mais principalement des productions agricoles⁷² Il ne serait donc pas exagéré de considérer, là encore, qu'il s'agit d'une mesure électoraliste, engagée à la fois pour son impact médiatique et pour séduire quelques secteurs qui n'appuient pas naturellement les projets du gouvernement.

Politiser la politique extérieure

La construction symbolique d'une continuité avec le militantisme tronqué des années 1970 s'est effectuée en parallèle avec un autre contexte dans lequel se trouve impliquée la question militaire : la politique extérieure régionale. Dans ce champ aussi il y eut un discours sur les valeurs, un retour sur le passé et des critiques du péronisme des années 1990. D'après Jorge Taiana, ministre des Affaires étrangères argentin : « Depuis qu'il a assumé la présidence de la nation, le 25 mai 2003, le président Kirchner a prôné la réaffirmation des principes sur lesquels s'est fondée historiquement la politique extérieure argentine, qui furent parfois ignorés par des gouvernements constitutionnels et violés pendant les dictatures.⁷³ » Ces principes sont le respect des droits de l'homme, la démocratie, l'application du droit international, le multilatéralisme, la non-intervention et la résolution pacifique des conflits. Taiana ne signale pas quels furent les gouvernements constitutionnels qui ne respectèrent pas ces principes. Il est évident que les administrations postérieures à 1983 ont fonctionné suivant ces valeurs. Les points qui engendrent des controverses sont les procès militaires. Il est impossible de soutenir que Menem ou De la Rúa n'ont pas respecté les droits de l'homme. En revanche, ils avaient clairement une conception politique différente dans la manière de solder les aberrations du passé. Cette conception particulière, qui a sa légitimité si l'on adopte les mêmes postulats sur la réconciliation

d'une société avec ses forces armées, conduisit au recours à l'amnistie et permit – involontairement – que l'actuel gouvernement s'arrogé la réappropriation des valeurs historiques argentines. Étant donné l'influence limitée du pays et ses faibles marges de manœuvre sur la scène internationale, l'Argentine a tout intérêt à militer pour ses principes et à les favoriser à partir d'une construction régionale. L'opération a donc des visées symboliques, tout en permettant de rétablir la primauté de la loi, seule manière de condamner le passé.

L'Argentine était acculée. D'abord, par les États-Unis, qui lui ont fait payer cher le fait de ne pas les suivre, en particulier lorsqu'il fallut renégocier la dette avec les organismes financiers internationaux. Acculée par le Brésil également, qui apparaît comme le leader régional, du fait de sa stature géostratégique, de ses bonnes relations avec les quelque dix pays voisins et de sa participation au règlement de conflits comme en Afrique ou à Haïti. Le Brésil a réussi à faire en sorte que sa légitimité soit reconnue par les puissances occidentales et façonne une alliance de puissances intermédiaires avec l'Inde et l'Afrique du Sud. Il est parvenu à construire une image de son pouvoir, sans que les autres pays latino-américains ne négocient leur part. Mais, pour le président argentin aux tendances hégémoniques, cette influence était une gêne. À la fin de l'année 2005, en grande partie pour contenir l'influence d'Hugo Chávez, l'alliance avec le Brésil et le Mercosur fut renforcée. Enfin, l'Argentine était également acculée par le Chili, qui se présente comme le pays modèle de la région, un État de droit, efficient, aux marchés ouverts et au gouvernement à tonalité socialiste, mais rationnel. Toutes ces contraintes influèrent sur le style de la politique extérieure : à la fois offensif, impatient et crispé.

Sur les thèmes des droits de l'homme, du terrorisme et de la criminalité organisée, le discours n'engendra pas de préoccupations externes. Le gouvernement considéra les menaces et l'engagement international pour les combattre comme réels. Dans ce domaine, le gouvernement établit une distinction claire : ces menaces sont supranationales, mais les instruments pour leur faire face se décident dans le cadre national et les forces armées ne sont ni l'outil adéquat, ni celui permis par la loi. Les militaires peuvent seulement affronter les forces armées des autres nations ou coopérer en matière de sécurité mondiale à travers des missions de maintien de la paix sous mandat des Nations unies ou de pactes ratifiés par le Congrès. L'Argentine n'a pas positionné le terrorisme comme un axe sur son agenda de la sécurité. Elle a adopté un discours différent de la logique de guerre parce que celui-ci conduirait une sécurisation à outrance de l'agenda politique et social. Elle a plutôt développé ce que certains auteurs appellent le *software* de la sécurité, un mélange de cohésion sociale, de légitimité, de capacité politique et de prédominance du droit. Le *hardware*, c'est-à-dire l'usage de la force, en revanche, est resté pour l'Argentine le

recours ultime, puisqu'il n'y a pas de conditions matérielles pour le justifier.

La revendication des îles Malouines est un thème qui a fédéré l'ensemble des forces politiques avec le gouvernement. Le ministre des Affaires étrangères Jorge Taiana mit en avant « le ferme engagement du gouvernement argentin à travailler pour récupérer le plein exercice de la souveraineté sur les îles Malouines, de Géorgie du Sud, des Sandwich du Sud ainsi que les espaces maritimes attenants, en affirmant sans relâche que cette posture permanente constitue une politique de l'État et répond à une aspiration collective du peuple de notre patrie⁷⁴ ». Mais il est aujourd'hui évident, pour les observateurs étrangers comme pour les militaires argentins, que cette récupération ne pourra se faire que par des moyens diplomatiques. Dans ce contexte, le gouvernement a considéré ses forces armées comme un instrument de sa politique extérieure. Formellement, cela impliquait une dépendance du ministère de la Défense par rapport au ministère des Affaires étrangères. Pourtant, la politique régionale fut menée de façon plus dynamique par le premier que par le second.

En réalité, cette intermittence dans les relations de voisinage est due au fait que la politique extérieure de Kirchner n'a pas établi de dichotomie entre le domestique et l'international. Tout correspond à un jeu de pouvoir interne, ce qui relativise l'investissement dans la politique extérieure. Reprenons ses propos : « Chers frères, on dit que je me dispute beaucoup. Ce n'est pas le cas. Je négocie peu avec certains intérêts. Ils veulent me voir à genoux, mais j'honorerai le serment fait devant le peuple argentin : toujours debout, toujours en lutte, toujours combattant pour la Patrie.⁷⁵ » Bien que durant cette dernière année la scène internationale semble avoir été mieux appréhendée, notamment grâce à de meilleures opportunités d'alliances, Kirchner n'a pas construit son pouvoir par des rapprochements externes. C'est particulièrement clair, en particulier, dans le conflit avec l'Uruguay pour l'installation d'entreprises papetières sur la rive orientale du fleuve Uruguay. La stratégie de Kirchner a consisté à reprendre les arguments ayant conduit à la réforme constitutionnelle de 1994, qui accordent une valeur constitutionnelle aux conventions internationales ratifiées par le Congrès national, parmi lesquelles figurent les traités bilatéraux comme celui qui régule les activités du fleuve Uruguay. La primauté du droit fut l'argument avancé, les électeurs internes, le vrai motif.

Le régionalisme, en tant qu'instrument de construction d'une sécurité commune créatrice de stabilité, sert également l'objectif de freiner les demandes des forces armées, de fortifier la position du pays sur la scène mondiale et d'articuler un sud-américanisme opposé au Consensus de Washington. Mais la primauté de ce modèle finit par faire défaut quand le contexte interne influe démesurément. Après

trois ans de gouvernement, il n'y a pas un pays de la région avec lequel n'ait surgi un conflit. L'investissement politique dans les relations avec les pays voisins ne semble finalement déterminé qu'au regard des demandes de l'électorat argentin : gaz avec le Chili et la Bolivie, environnement avec l'Uruguay, énergie avec le Paraguay, alignement idéologique avec le Pérou et la Colombie. Enfin, la conquête de l'électorat vaut bien quelques ennuis à l'extérieur !

Commentaires finaux

Certaines tribunes, dans la presse, se sont interrogées sur la nécessité de raviver un passé qui paraissait révolu. En réalité, sans l'application de la justice, ce passé aurait fait son retour. C'était nécessaire. D'autant que de nombreux exemples renforcent l'idée qu'aujourd'hui encore l'insertion complète des militaires dans un modèle démocratique n'a pas été atteinte. C'est à propos de cette difficulté que le président dénonça une fausse alternative : « Nous rejetons fermement l'identification entre gouvernabilité et impunité que certains défendent. La gouvernabilité n'est pas et ne peut être synonyme d'accords obscurs, de manipulation politique des institutions ou de pactes bâtards dans le dos de la société.⁷⁶ » Cette tentation correspond à un renoncement à gouverner qui a été communément partagé au sein des administrations civiles. Il faut donc admettre que le contrôle démocratique des forces armées n'est pas un sujet clos.

Par ailleurs, les questions militaires ont plutôt bien réussi à Néstor Kirchner en entraînant un fort pourcentage d'adhésion dans la population. Une enquête réalisée par Zuleta Puceiro, peu après les débuts du gouvernement, faisait état de 86 % d'acceptation des décisions prises par le président dans ce domaine, avec 34,8 % des enquêtés se déclarant « très en accord » avec sa politique militaire, et 51,3 % « plutôt d'accord ». Les mêmes affichaient leur souhait, à 85 %, que Kirchner poursuive les changements réalisés au sommet des forces armées et parmi les chefs militaires. 80 % exprimaient l'opinion selon laquelle sa gestion des affaires militaires serait un succès. En outre, les personnes favorables à la décision de la Cour suprême de déclarer anticonstitutionnelles les lois d'Obéissance due et de Point final étaient également majoritaires : 13,9 % se montrèrent « très en accord » avec cette décision et 58,5 % « d'accord ». Enfin, la proposition d'abrogation du décret qui empêche les juridictions d'autres pays de juger des militaires argentins impliqués dans des violations de droits de l'homme reçut 69 % d'opinion favorable⁷⁷ Un autre sondage, réalisé par *Segundo Enfoque*, mit en lumière que près de 60 % des enquêtés considéraient que juger des militaires argentins en Espagne contribuerait à la justice universelle, tandis que, pour seulement 40 %, cela accentuerait la dépendance du pays vis-à-

vis des grandes puissances⁷⁸. Kirchner ne modifia pas le principe de territorialité des procès engagés à l'étranger.

Le président sait que la question militaire ne peut affecter la stabilité politique du régime démocratique. La forte construction de son pouvoir personnel y contribue particulièrement, de même que ses constantes apparitions publiques, qui lui confèrent de très hauts indices de popularité. Le chef de l'État connaît son poids politique. Selon certaines sources de presse, Kirchner suit les enquêtes d'opinion autant que les indicateurs économiques, et actionne différents leviers politiques en fonction des résultats.

Cet attrait pour les sondages ne signifie pas que c'est le seul élément qu'il prend en considération au moment de faire des choix. Par exemple, au moment de la constitution de la mission de stabilisation des Nations unies à Haïti, (MINUSTAH), 70 % des citoyens s'opposaient à l'envoi de troupes argentines⁷⁹. Ce refus fut attribué au fait que, d'après d'autres enquêtes, 70 % des sondés pensaient que les attaques d'entités juives (l'AMIA et l'ambassade d'Israël) résultaient de la décision prise par Carlos Menem d'envoyer des navires dans la guerre du Golfe en 1990. Cela provient aussi du fait que la société argentine est passée par une histoire violente, qui lui confère aujourd'hui une vocation pacifiste. Les Argentins ont davantage confiance dans la diplomatie que dans les armes. Le ministre des Affaires étrangères était ainsi en phase avec l'opinion dominante lorsqu'il déclara: « Le multilatéralisme est considéré par le gouvernement argentin comme l'instrument le plus efficace pour atteindre la paix et la sécurité internationale⁸⁰. » Malgré cette propension, le gouvernement décida de participer à la mission. Dans ce cas, les bénéfices internationaux attendus pesaient plus que le coût stratégique de ne pas le faire. Au vu de l'engagement du Brésil et du Chili, la réponse traditionnelle du président, donnant la priorité aux demandes internes, céda le pas devant l'insistance des ministres des Affaires étrangères et de la Défense, qui jouèrent un rôle prépondérant pour le convaincre.

En définitive, la construction d'un pouvoir personnel fut l'obsession du président, dans laquelle il faut reconnaître qu'il a été très efficace. Pour preuve, l'étude d'Ernesto Calvo sur les élections de 2005 :

Seul et grâce à des alliances, le Front de la victoire du kirchnerisme a obtenu de solides triomphes électoraux dans 16 des 24 provinces. Le péronisme a également obtenu 8 nouveaux députés et 5 nouveaux sénateurs en gagnant 21 des 24 mandats en jeu... Pour la première fois depuis qu'il est devenu président, il y a deux ans, Néstor Kirchner aura à sa disposition les moyens institutionnels pour approuver ses projets de lois au Congrès. (...) Le vote d'opposition est très dispersé, particulièrement dans les provinces

les plus peuplées et compétitives de la région métropolitaine (ville de Buenos Aires, provinces de Buenos Aires, Santa Fe, Córdoba et Mendoza).⁸¹

Une vocation hégémonique qui, selon ses détracteurs, a créé de nouveaux principes partisans. Le député duhaldiste, Francisco de Narváez, élu en 2005, l'exprime ainsi : « Pour les péronistes, la loyauté est une vertu, pour le kirchnerisme, la trahison est le dénominateur commun⁸² ». Disant cela, Narváez fait allusion aux nombreux ex-duhaldistes et ex-radicaux qui sont aujourd'hui dans la coalition présidentielle.

La lutte pour consolider son autorité trouve une bonne illustration dans son offensive contre l'ex-président Duhalde. L'ex-vice-président de Menem, ex-gouverneur de la province de Buenos Aires et président au plus fort de la crise, s'était engagé au cours de son mandat, en 2002, à ne pas se représenter. Son autoexclusion permettait la réorganisation de son parti, fractionné en plusieurs courants et la solution des troubles politiques qui firent le lit de la crise de 2001. Ce fut Duhalde qui, après avoir sollicité les gouverneurs Carlos Reutemann et José Manuel de la Sota, mobilisa tout le soutien du parti en faveur de Kirchner. Mais le président de Santa Cruz se caractérisa moins par la recherche du consensus que par la volonté de faire perdre tout crédit à ses adversaires. Pour les fragiliser, il organisa une structure de pouvoir avec des alliés externes au Parti justicialiste, conduisant les loyautés traditionnelles du péronisme à se perdre au sein du gouvernement, lequel comprenait d'autres membres. Duhalde essaya de maintenir sa part de pouvoir en préservant son influence dans la puissante machine politique que constitue la province de Buenos Aires, tandis que les fidèles de Kirchner l'accusaient de porter atteinte à la gouvernabilité. La provocation la plus claire, comme le note María Matilde Ollier, eut lieu la nuit du 9 juin 2004, où le président s'exprima avec toute la clarté nécessaire : « L'État national ne va pas financer l'appareil politique de la province de Buenos Aires.⁸³ » Et d'ajouter : « Une telle offensive présidentielle contre Duhalde fit partie d'un des épiphénomènes de la dispute interne péroniste plus que d'une vraie divergence de fond. Kirchner préfère l'univers idéologico-politique des années 70 par nécessité "politique", étant donné que l'espace occupé par la droite se trouve quelque peu saturé parmi les péronistes.⁸⁴ » La dernière étape de cette lutte eut lieu lors des élections de 2005, qui eut autant pour objectif de retirer à Duhalde le contrôle du Parti justicialiste de la province de Buenos Aires⁸⁵ que d'asseoir définitivement la légitimité de sa femme, la sénatrice Cristina Fernández, par une victoire politique, premier pas vers son avenir présidentiel.

Dans le cadre de cette accumulation de suprématie politique et

juridictionnelle, ces stratégies militaires permettaient de récolter des appuis. On pourrait dire la même chose de sa rhétorique des années 1970, qui mobilisait une histoire de valeureux jeunes idéalistes et patriotes. Même si, comme l'expose avec lucidité l'intellectuelle Beatriz Sarlo, il ne faut pas se laisser séduire par une vision romantique de l'époque. Elle-même considère différemment la nature de ce courant de pensée, en décrivant le mépris de cette génération pour les institutions républicaines: « Personne ne pensait que les institutions dussent être améliorées. Elles devaient être manipulées, influencées, occupées, jusqu'à ce qu'elles puissent être détruites ou remplacées par d'autres, qui exprimeraient d'une manière directe les intérêts des secteurs populaires.⁸⁶ » Sarlo ne considère pas le jeu politique d'alors comme régi par le droit, mais par la violence du pouvoir: « La "place" était considérée comme l'arène politique par excellence; la compétition s'y matérialisait de façon souvent violente, dans des corps-à-corps où les jeunesses péronistes et les syndicats se heurtaient à partir de minuit la veille de n'importe quel événement.⁸⁷ »

Il s'agit ici, sans doute, d'une analyse critique de ceux qui se situent à l'opposé du kirchnerisme. Dans la même veine, Sergio Berensztein analyse: « Privé d'une légitimité d'origine, Kirchner dut se construire une légitimité d'exercice; c'est-à-dire un appui populaire à ses mesures. Cela impliqua de définir un programme de gouvernement régi par l'humeur de l'opinion publique et les priorités électorales, à l'opposé d'une gestion basée sur un plan stratégique et rationnel de gouvernement⁸⁸ ». C'est également ce que dit le député d'opposition de l'ARI, Emilio García Méndez: « Mais une conception plébiscitaire du pouvoir se trouve indissolublement unie à une conception arithmétique de celui-ci. Dans une conception arithmétique du pouvoir, les chiffres occupent l'espace de la raison⁸⁹ ». Nonobstant le caractère systématique de la critique que l'on peut attendre de toute opposition, les traits signalés exacerbent des points qui ne peuvent se discuter: l'accumulation du pouvoir et la stratégie électorale permanente du président.

Cette cooptation-annulation simultanée fortifia la figure présidentielle d'un imaginaire de refondation de la nation. Les étapes sombres de notre histoire, en particulier celles de la dictature militaire et des deux gouvernements ménémistes, sont dépassées par un leader qui rétablit la fierté nationale et la perspective d'une Argentine démocratique et prospère. Cette vision s'exprime dans le champ militaire par une politisation de l'administration de défense, en fragilisant encore ceux qui, plusieurs fois renversés, ne sont plus une alternative au pouvoir en Argentine. Cela n'implique pas une plus grande transparence dans le processus de prise de décisions, une pratique minutieuse et permanente pour rendre des comptes, ou encore un investissement pour fortifier la

qualité de la gestion et la formation des dirigeants publics, autant d'éléments qui démontreraient effectivement que le gouvernement de Kirchner ne se borne pas à prendre des revanche sur le passé, mais qu'il construit réellement une Argentine progressiste et plurielle.

La confrontation permanente est une opération symbolique, communicationnelle, par le biais de laquelle Kirchner élargit son pouvoir politique, élément dont il manquait au début de son gouvernement. Parmi les nombreuses instances mises à l'index par la rhétorique présidentielle, les militaires constituent un groupe idéal pour accroître son autorité. En les attaquant, Kirchner additionne et ne retranche rien : aucun secteur de la vie politique ne défend les forces armées. Le pouvoir du président ne réside pas dans les institutions ni ne s'enracine dans le parti. Au contraire, Kirchner prend ses distances avec la liturgie péroniste, en générant une base politique propre sur laquelle il s'érige comme le seul maître du temps politique. Le progressisme fut sa carte de présentation pour construire son étonnante victoire électorale ; les militaires sont le panneau sur lequel il joue à se montrer différent du passé.

NOTES

1. Cela signifiait la mise à la retraite de 75 % des généraux, de 50 % des amiraux et de 50 % des brigadiers, *La Nación*, 24 mai 2003.

2. Julio Godio, « Kirchner: un año y medio de gobierno. Un primer balance », *Rebanadas de Realidad*, Buenos Aires, 4 février 2005, <http://www.rebanadasderealidad.com.ar/godio-24htm>.

3. « Brinzoni se despidió del Ejército », *La Nación*, 28 mai 2003.

4. École supérieure de la marine argentine. L'un des plus terribles camps de concentration clandestins pendant la dictature militaire.

5. Hugo Presman, « El Kirchnerismo », *Equipo de Investigaciones « Rodolfo Walsh »*, Buenos Aires, 7 juin 2006, publication numérique.

6. Sergio Bernesztein, « Desprecio por la calidad institucional », *La Nación*, vendredi 7 juillet 2006.

7. Discours du président Néstor Kirchner, 58e Assemblée générale des Nations unies, 25 septembre 2003, *Presidencia de la Nación*.

8. Voir entre autres : Alejandro Horowicz, *Los cuatro peronismos*, Edhasa, Buenos Aires, 2005 ; Eugenio Kvaternik, « El peronismo de los '90 : un análisis comparado », *Agora, Cuadernos de Estudios Políticos* n° 3, Buenos Aires, 1995 et Ricardo Sidicaro, *Los tres peronismos*, Siglo XXI, Buenos Aires, 2002.

9. Allocution du président Kirchner, 196e anniversaire de la Révolution de mai, Buenos Aires, Plaza de Mayo, 25 mai 2006.

10. Allocution du président Kirchner lors de la création du musée de la Mémoire à l'ESMA, 24 mars 2004.

11. Discours du président Kirchner lors de la présentation du projet de loi d'Indemnisation et de Réparation pour les enfants des disparus, Salón Blanco, Casa Rosada, 12 mars 2004.

12. Hugo Presman, « El Kirchnerismo », publication digitale, *Equipo de Investigaciones Rodolfo Walsh*, Buenos Aires, *op. cit.*

13. Par exemple, le président Kirchner répond à l'ex-président Alfonsín, « ni vous ni moi nous ne sommes des héros ou des martyrs », *Clarín*, 1er septembre 2006, ou déclare encore « l'opposition ne me laisse pas gouverner », *Clarín*, 13 juillet 2006.

14. Cf. site officiel de la présidence de la nation argentine : <http://www.presidencia.gov.ar>.

15. Discours du président Kirchner, lors de la création du musée de la Mémoire à l'ESMA, 24 mars 2004.

16. Décret n° 157, du 12 décembre 1983, qui ordonnait le jugement des principaux dirigeants de la guérilla : Mario Firmenich, Fernando Vaca Narvaja, Ricardo Obregón Cano, Rodolfo Galimberti, Rodolfo Perdía, Héctor Pardo y Haroldo Gorriarán Merlo.

17. Décret n° 158, du 12 décembre 1983, ordonnant le jugement des trois juntas militaires qui avaient gouverné le pays entre 1976 et 1983. Lors du procès qui eut lieu par l'application de ce décret, Jorge Videla et Emilio Massera furent condamnés à perpétuité, Roberto Viola à 17 ans de réclusion, Armando Lambruschini à 8 ans, Ramón Agosti à 4 ans de réclusion.

18. Le décret-loi n° 22.924 du 22 septembre 1983, connu sous le nom de « loi de Pacification nationale », fut la tentative avortée des forces armées argentines de conditionner le futur gouvernement démocratique, voir Enrique Vázquez, *La última. Origen, apogeo y caída de la dictadura militar*, Buenos Aires, Eudeba, 1985, pp. 96-105.

19. C'est-à-dire la loi n° 23.492 du 24 décembre 1986, dite « loi de Point final », et la loi n° 23.521, du 8 juin 2007, dite « loi d'Obéissance due ».

20. Voir Diana Quattrocchi-Woisson, « Autour des années de plomb. Histoire, mémoire et justice en Argentine », revue *Le Débat* n° 122, Paris, novembre-décembre 2002. Nous suivons aussi son éclairante analyse, « La integración de los años de plomo en la historia argentina contemporánea », séminaire « *Les passés traumatiques dans les sociétés contemporaines : l'apport des sciences sociales* », in *Premier Forum international sur les sciences sociales et les politiques publiques*, Unesco-Université de Buenos Aires, février 2006.

21. En octobre 1989, le président Carlos Menem avait gracié 277 inculpés, dont bon nombre de militaires accusés et condamnés pour violations des droits de l'homme, ainsi que des militaires accusés et condamnés pour leur irresponsabilité pendant la guerre des Malouines ou des soulèvements militaires en démocratie (les militaires putschistes dénommés *carapintadas*). Par souci de « justice », Menem accorde aussi la grâce présidentielle à une poignée des dirigeants de la guérilla jugés et condamnés à l'époque d'Alfonsín.

22. « Les événements qui se sont déroulés dans notre pays, durant la période 1976 – et même avant 1983 –, exigent de façon incontournable la recherche de la vérité historique, comme préalable à la reconstruction morale du tissu social et des mécanismes institutionnels de l'État », voir *Texto completo de la sentencia declarando la nulidad de las leyes de impunidad y ratificando condena por crímenes contra la humanidad*, Equipo Nizkor, <http://www.derechos.org/nizkor/arg/doc/nulidad.html>.

23. « Obediencia Debida: Tensión en el Congreso por el debate », *Clarín*, 4 février 1998.

24. Les juges de la Chambre fédérale Martín Irurzún, Horacio Cattani et Eduardo Luraschi confirment, le 9 novembre 2001, l'inconstitutionnalité et la nullité des lois d'impunité de 1986 et 1987. http://www.nuncamas.org/juicios/argentina/sala2_091101_5.htm.

25. Voir « El Caso Poblete/Hlaczik », CELS, <http://memoria.cels.org.ar>.

26. Lettre envoyée au président Kirchner par *Human Rights Watch*, exprimant son inquiétude sur la vulnérabilité de la justice argentine dans le cas d'approbation du projet de modification du Conseil de la magistrature, Washington, D.C., 9 février 2006.

27. « Reforma del Consejo de la Magistratura », *Federación Argentina de Colegios de Abogado*, 20 décembre 2005.

28. « Silencio del Gobierno en el caso Bendini », *Clarín*, 5 mars 2005.

29. Gerardo Young, « Bendini está acusado de adulterar facturas para justificar gastos », *Clarín*, 19 juin 2004.

30. « Insólito revivir de los Protocolos de los Sabios de Sión en boca del Jefe del Ejército argentino », <http://www.nuevavision.com.ar>, et <http://www.seprin.com/menu/menu16-09-03.htm>.

31. Horacio Verbitsky, « Cuadros de situación », *Journal Página 12*, 21 mars 2004.

32. María Elena Polack, « Agreden a periodistas en un acto de militares », *La Nación*, 25 mai 2006.

33. « Kirchner lanzó severas advertencias a militares », *La Nación*, 29 mai 2006.

34. Lettre écrite par María Cecilia Pando (épouse du major de l'armée Pedro Rafael Mercado), « Amigos del Presidente », publiée par le journal *La Nación*, section « Carta de Lectores », 30 mars 2005.

35. « Las medidas urgentes », *journal Página 12*, dimanche 4 juin 2006.

36. Discours du président Kirchner, présentation du projet de loi d'Indemnisation et de Réparation pour les enfants des disparus, *op. cit.*

37. Atilio Bleta, « Kirchner en la ESMA con un grupo de ex prisioneros de la dictadura », *Clarín*, 20 mars 2004.

38. « Echan al jefe de la ESMA por permitir un reclamo en la visita de Kirchner », *Clarín*, 23 mars 2004.

39. Irina Hauser et Laura Vales, « Espiando como en los viejos tiempos », *Journal Página 12*, 19 mars 2006.

40. « Dueña de la llave maestra », *Página 12*, le 19 août 2006.
41. Marcelo Helfgot, « La Fuerza aérea tiene un nuevo jefe y se van diez brigadieres », *Clarín*, 19 décembre 2005.
42. Marcelo Helfgot, *op. cit.*, *Clarín*, 19 décembre 2005.
43. Natalia Federman, « Reformas democráticas en las fuerzas armadas », *Derechos Humanos en Argentina*, CELS, rapport, 2005, Siglo XXI, Editores Argentina, Buenos Aires, chapitre 2.
44. María Elena Polack, « Una medida que sorprendió a los militares », *La Nación*, 24 mai 2003.
45. *La defensa nacional en la agenda democrática*, *Boletín Informativo* n° 1, ministère de la Défense, décembre 2004.
46. Actes de la célébration du 91^e anniversaire de la force aérienne à l'École de l'aviation militaire, 8 août 2003.
47. Les livres blancs sont des publications permettant la diffusion publique des thèmes de défense et des sujets militaires. Il s'agit de fournir une doctrine de l'État en la matière.
48. Introduction par le ministre de la Défense, José Pampuro, du séminaire international, « La défense nationale et les dimensions internationale et régionale de la sécurité », réalisé dans le cadre du projet de « Défense nationale sur l'agenda démocratique », 16 mars 2005, Hotel Crillón, Buenos Aires. Information du ministère de la Défense.
49. Nilda Garré fut députée nationale en 1973. Elle faisait alors partie du cercle des jeunes sympathisants des Montoneros. Pendant le gouvernement péroniste qui se mit en place en 1989, elle exerça sa profession d'avocate et fut responsable d'un bureau d'enregistrement d'automobiles. Pendant le second mandat de Menem, elle fut à nouveau élue députée nationale (1995-1999). Réélue députée en 1999, elle quitta ce poste en 2000, pendant le gouvernement de Fernando De la Rúa, pour accéder au secrétariat des Affaires politiques du ministère de l'Intérieur, où elle resta jusqu'en mars 2001, date à laquelle elle démissionna en protestant contre les mesures économiques envisagées alors par le ministre de l'Économie de l'époque, Ricardo López Murphy. En juin 2005, elle fut nommée ambassadrice d'Argentine au Venezuela, à la faveur de sa proximité avec le président Hugo Chávez. Elle n'occupa cette fonction que quelques mois, puisque, le 28 novembre 2005, elle fut nommée ministre de la Défense.
50. Loi 23.049 du 9 février 1984.
51. La commission de réforme, qui commença à se réunir en mars 2006, était composée du ministre de la Cour suprême, Raúl Zaffaroni, du directeur de l'INECIP, Alberto Binder, de la juge Mirta López González, de l'Association des femmes juges, de Gastón Chillier, directeur du CELS, de Diego Frydman, de l'ICIPPEC, de Gabriel Valladares, de la Croix-Rouge, et du milieu de la justice militaire avec le contre-amiral José O'Reilly, auditeur général des forces armées, et le colonel auditeur Manuel Lozano.

52. Le nouveau système prévoit l'abrogation du Code militaire et renvoie le jugement des délits communs au Code pénal (auquel doivent être incorporées des dispositions relatives à la condition et aux délits spécifiquement militaires) et à l'action de la justice compétente. En même temps, il propose une seconde loi relative au procès pénal militaire en temps de guerre et une troisième norme pour établir un Code de discipline des forces armées. Celle-ci intègre des dispositions nouvelles, comme celles sur le harcèlement sexuel ou la discrimination, et en élimine d'autres, obsolètes, telles que les dispositions relatives au cachot ou au confinement. La nouvelle loi entend donner aux militaires soumis à un procès les mêmes garanties que n'importe quel citoyen devant la justice civile. C'est la raison pour laquelle elle institue des défenseurs de confiance, qui devront être diplômés, elle crée des tribunaux oraux comme instance de jugement et adapte le Code de procédure pénale de la nation au secteur militaire.

53. « En camino a ser ciudadanos de uniforme », *Página 12*, vendredi 28 juillet 2006.

54. Nilda Garré, « Los problemas de la defensa nacional en la Argentina actual », Julio González Guyer (dir.), *Debate Nacional sobre Defensa. Aportes Internacionales*, ministère de la Défense de l'Uruguay, PNUD, Université de la République, Montevideo, Uruguay, 2006, p. 66.

55. Nilda Garré, « Los problemas de la defensa nacional en la Argentina actual », *op. cit.*, p. 66.

56. « Alberto Fernández (chef de cabinet) et Claudio Moroni (syndic général de la nation) [...] ont dirigé le secteur des assurances durant quasiment tout le menemisme », dans Julio Nudler, « Nudler sobre Verbitsky », publié en version digitale, *Equipo de Investigaciones « Rodolfo Walsh »*, 16 novembre 2004. Selon les termes d'un jeune politicien radical: « l'émergence d'une alternative politique mettrait à nu la véritable existence des dirigeants K, parce qu'ils ne sont en réalité que les alliés perpétuels du pouvoir en place [...] », Martín Ignacio Cáceres, « Aquellas viejas corporaciones », *Clarín*, 14 août 2006. « Le nouveau ministre de la Sécurité, Horacio Rosatti, a été le dauphin du ménémiste Reuteman dans la province de Santa Fe... Le secrétariat à la Sécurité sera dirigé par Alberto Iribarne. Il fut le second de Corach au ministère de l'Intérieur, le plus ménémiste des ministres. » Correpi, *Boletín Informativo* n° 281, Buenos Aires, 26 juillet 2004. D'après l'intellectuelle Beatriz Sarlo: « Pour cette raison, la description des adjoints au sein du gouvernement n'a rien d'attractif ou de pittoresque. Ils sont ce qu'ils sont, mais ce sont tous les mêmes: des transfuges des différentes variantes du péronisme, intégrés dans le cercle des guerriers patagoniques. » Beatriz Sarlo, « Kirchner actúa como si él fuera un soberano », *La Nación*, 22 juillet 2006.

57. Claudio Katz, « Argentine: un gouvernement en dispute? », *Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine*, RISAL, 16 janvier 2005, <http://risal.collectifs.net>.

58. « Le changement d'humeur de l'électorat est difficile à interpréter si l'on effectue la comparaison entre deux élections (2001 et 2003), mais il apparaît plus raisonnable si l'on prend en compte un des aspects fondamentaux du système électoral argentin pour les législatives, à savoir sa faible capacité à transmettre dans la représentation politique parlementaire la présence de clivages temporels et géographiques profonds dans le comportement politique de l'électorat. Au-delà du débat sociologique, on a de grandes difficultés à justifier le comportement des électeurs par rapport à ce type de parti. On constate, en effet, que leur base électorale peut complètement changer de direction. Cela nous conduirait à penser que la consistance idéologique des votants est assez faible, ou que l'identification de la tournure correcte du discours partisan de la part des citoyens est plus problématique et moins directe que ce que l'on pourrait attendre. » Marcelo Escolar & Ernesto Calvo, « De lo obvio y lo oculto en las elecciones presidenciales. Transversalidad, realineamiento partidario y volatilidad electoral en Argentina », *PENT*, Buenos Aires, décembre 2003, p. 5 et 14.

59. Néstor Kirchner & Torcuato Di Tella, *Después del derrumbe. Conversaciones entre Néstor Kirchner y Torcuato Di Tella*, Éditions Galerna, Buenos Aires, 2003.

60. Discours lors de la commémoration du 193^e anniversaire du Jour de l'armée, 29 mai 2003.

61. La pensée nationaliste, qui fut constitutive du premier péronisme, synthétisait une alliance civilo-militaire, dans laquelle les forces armées, qui accompagnèrent la naissance de la patrie, luttèrent pour une nation indépendante des pouvoirs internationaux. Dans ce schéma, les armes constituent l'instrument militaire pour le développement de l'État. Aujourd'hui, on la considère comme une tendance opposée à la mondialisation. Pour ces antécédents, voir David Rock, *La derecha autoritaria Argentina. Nacionalistas, neoliberales, militares y clericales*, Éditions Vergara, Buenos Aires, 2001, et Alain Rouquié, *Poder militar y sociedad política en Argentina*, Emecé, Buenos Aires, 1981.

62. L'INVAP a été créée en 1976, au moyen d'une convention entre la Commission nationale de l'énergie atomique et le gouvernement de la province de Rio Negro. Elle exporte des installations nucléaires, des systèmes de contrôle des technologies nucléaires, des équipes de cobalthérapie, des systèmes d'automatisation pour des projets industriels, une technologie spéciale et de la conception de satellites. Les données sur les équipements sont tirées de Fabián Calle, « Evolución reciente de las políticas y estructuras de defensa en el Cono Sur (Argentina, Brasil y Chile) : ¿rumbo a la disuasión o a la seguridad regional? », *Colección*, Université catholique Argentine, n° 16, Buenos Aires, 2005.

63. Jorge Marirrodriaga, « Latinoamérica se rearma », *El País*, Madrid, 29 avril 2006.

64. « Argentina construirá dos buques para Venezuela », *La Razón*, Buenos

Aires, 12 août 2005, et « Avanzan los preparativos para construir dos buques para Venezuela », *Infobae*, Buenos Aires, 7 juillet 2006.

65. « La première place dans la production d'armes est occupée par le Brésil (630 points), la seconde par le Pérou (449), la troisième par le Chili (419), la quatrième par l'Argentine (402), puis le Venezuela (316), la Colombie (303) et l'Équateur (244). Le calcul est réalisé à partir d'une méthodologie réalisée par la *Military Power Review*, en analysant des facteurs militaires, économiques et géopolitiques. Voir <http://www.militarypower.com.br/ranking.htm>. Voir également Raúl Zibechi, « El nuevo militarismo en América del Sur », *Informe especial*, Programme des Amériques, Silver City, NM, Centre des relations internationales, 10 mai 2005.

66. Ils reçurent 10 % d'augmentation à partir du 1er juillet 2006 et 9 % à compter du 1er septembre. « La suba llegó a los uniformados », *Página 12*, 12 juillet 2006.

67. Discours du président de la nation aux forces armées, 7 juillet 2003.

68. « Bendini profundizó la autocrítica », *Viernes, Página 12*, 17 mars 2006.

69. « Contrabando de armas. Brasil informará sobre los militares sospechados », *La Gaceta*, Tucumán, 1er février 2006.

70. Termes du président Néstor Kirchner lors de la cérémonie de présentation des politiques publiques de contrôle des armes le 9 août 2006 à la Casa Rosada.

71. Antonio Erman González, ex-ministre de la Défense de Menem, reportage de *El Cronista Comercial*, 15 mars 1992.

72. http://www.argentinaahora.com/extranjero/espaniol/bot_ppal/conozca_arg/sector.asp.

73. Jorge Taiana, « Objetivos y desafíos de la política exterior argentina », *Diplomacia, Estrategia, Política*, Projeto Raúl Prebisch, ministère des Relations extérieures du Brésil, n° 4, Brasília, avril/juillet 2006, p. 5.

74. Jorge Taiana, « Malvinas y el interés nacional », *Página 12*, mardi 3 janvier 2006.

75. Propos du président Néstor Kirchner au 196e anniversaire de la Révolution de mai, Buenos Aires, place de Mai, 25 mars 2006.

76. Discours du président de la nation, Néstor Kirchner, devant l'Assemblée législative. Discours sur la prise de fonctions présidentielle, 25 mai 2003.

77. Ces données sont issues d'une enquête d'Enrique Zuleta Puceiro, réalisée sur un échantillon de 1 100 interviewés de tout le pays. « Apoyo a la política hacia los militares », *Clarín*, 13 juillet 2003.

78. « La eventual extradición de militares argentinos a España », *Segundo Enfoque*, Buenos Aires, août 2003.

79. Les conclusions sur le refus de la participation des troupes argentines à Haïti proviennent d'un sondage réalisé par Telesurvey, du sociologue Heriberto Muraro. 600 personnes ont été interviewées,

durant deux semaines, dans la capitale fédérale et dans le Grand Buenos Aires. « Siete de cada diez personas se oponen al envío de tropas a Haití. El fantasma de la guerra del Golfo », *Página 12*, dimanche 20 juillet 2004.

80. Jorge Taiana, « Objetivos y desafíos de la política exterior argentina », *op. cit.*, p. 6.

81. Ernesto Calvo, « Argentina, elecciones legislativas 2005: consolidación institucional del kirchnerismo y territorialización del voto », *Revista de Ciencia Política*, Santiago, Chili, 2005, vol. 25, no 2, pp.153-160.

82. « Para el peronismo la lealtad es una virtud. Para el kirchnerismo es la traición », *Parlamentario*, Buenos Aires, mai 2006.

83. María Matilde Ollier, « Legitimidad y Liderazgo », Argentina, The Wilson Center, *Un puente de diálogo*, no 6, juin 2004, [http://www.wilsoncenter.org/topics/docs/M.Matilde % 20Ollier.doc](http://www.wilsoncenter.org/topics/docs/M.Matilde%20Ollier.doc).

84. *Ibid.*

85. « Empezó la ofensiva contra Duhalde: piden la renuncia de Díaz Bancalari », *Clarín*, 25 octobre 2005.

86. Beatriz Sarlo, « Kirchner actúa como si él fuera un soberano », *La Nación*, 22 juillet 2006.

87. *Ibid.*

88. Sergio Berensztein, « Un Presidente que no encuentra límites a su poder », *La Nación*, 25 mai 2006.

89. Emilio García Méndez, « Poder y discrecionalidad en la Argentina K », http://www.ari.org.ar/Poder_discrecionalidad_Argentina_K_por_Garcia_Mendez.pdf.